

**Zeitschrift:** Protar

**Herausgeber:** Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

**Band:** 11 (1945)

**Heft:** 11

**Artikel:** Berichterstattung aus der Bundesversammlung = Compte rendu des débats des Chambres fédérales

**Autor:** Eichenberger

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-363135>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 23.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Quant à l'organisation des secours à la population et aux organismes volontaires, tels que cadets, éclaireurs, S. C. F. C., etc., tous également de nature civile, les prescriptions communales qui les régissent doivent à l'avenir en prévoir la mise sous les ordres du chef local pour la durée du service actif.

c) *La défense des secteurs régionaux.* Le commandant régional dispose d'une part de toutes les formations locales de sa région, d'autre part de réserves, et de troupes spécialisées, complètement motorisées. Il déplace les moyens à sa disposition selon le principe de la concentration des forces aux points décisifs. Il assure de même la protection et la défense des objets situés hors des localités. Son supérieur, le commandant territorial, dispose de toutes les formations, régionales ou locales, de son arrondissement. Au cas où une localité ou une région se trouvent occupées par la troupe combattante, le commandant de celle-ci dispose des troupes locales (ou régionales) à toutes fins utiles.

Pendant une période de *neutralité armée*, la protection d'une région sera assurée au mieux par un service de relève; deux unités complètes et motorisées par région, mobilisées pour une certaine durée, suffiront. En cas de bombardement erroné ou involontaire, la première intervention sera faite par les sapeurs-pompiers et la police civile; la troupe régionale sera rapidement sur les lieux avec des forces physiques et morales intactes. Les hommes incorporés dans les formations locales, ainsi que tous les médecins présents dans la localité, se mettront à la disposition du commandant local aussitôt après l'attaque.

#### E. — Le futur statut de paix de la troupe de protection et de ses formations auxiliaires.

a) *Les bases légales* doivent être pour la plupart soumise à une révision et refondue. Bien des prescriptions, déjà très difficiles à faire respecter en temps de service actif, sont devenues entièrement irréalisables; d'autres causent aux communes des frais supplémentaires d'administration qu'elles se refuseront à supporter plus longtemps.

b) *La troupe de protection sera une troupe fédérale.* Les avantages de la solution fédérale sont les suivants: rapidité de l'intervention, rendement rationnel, compétences clairement définies, unité d'équipement et d'instruction, contrôle simplifié. Le mémoire de la Société suisse des officiers sur la réorganisation de l'armée

propose de ne pas renoncer au caractère local ou régional des troupes territoriales, afin de décharger la caisse fédérale par le maintien des subventions cantonales et communales aux frais d'équipement et de constructions, et pour éviter une centralisation trop schématique des prescriptions, qui doivent pouvoir s'adapter aux besoins locaux. Mais il est évident que les cantons et les communes refuseront à l'avenir de répéter comme prestations périodiques les sacrifices qu'ils ont consentis sous la pression d'événements subits. Quant aux règlements, bien que fédéraux et unifiés, ils laisseront toute possibilité d'adaptation concrète aux besoins locaux ou régionaux. — La délimitation entre un *secteur civil* et un *secteur militaire* de la P. A., consacrée par la tripartition du S.+P. A., nous paraît justifiée. Ce n'est que dans le cadre de l'organisation militaire fédérale que la troupe de protection pourra recevoir une organisation, une instruction et un équipement tels que nous les avons trouvés nécessaires. À part le matériel déjà nommé, indiquons les besoins spéciaux de la troupe de défense: mousquetons, armes automatiques, grenades, mines, explosifs, armes anti-tanks, outils de pionnier, unités de tentes, paquetage léger, sabretache, sac à pain, gourde, couvert, trousse de nettoyage, etc. C'est à la Confédération de fournir ce matériel ainsi que les arsenaux et le personnel nécessaire à son entretien. Quant à l'instruction, elle devra comprendre l'entraînement au combat de rues et au combat rapproché. Au point de vue administratif, la solution fédérale entraîne bien des simplifications: le contrôle personnel incombera au commandant d'arrondissement, le livret de service bleu deviendra superflu, on évitera les échanges compliqués d'effets personnels lors des changements de domicile, le dédommagement des officiers pour leurs frais d'uniforme s'effectuera comme dans l'armée, etc.

c) *Les cantons* resteront compétents pour le secteur civil de la P. A. Il leur sera loisible de déclarer obligatoires telles mesures leur paraissant propres à augmenter la sécurité de leurs citoyens, à condition que cantons et communes en portent les frais, dont ils peuvent se décharger en partie sur les sociétés d'assurances. En cas de danger extérieur imminent, la Confédération aura toujours la possibilité de faire ordonner par le D. M. F. des mesures générales plus rigoureuses, à condition de nouveau d'en porter les frais. Tout essai de répartir les charges autrement nous semble voué à un échec.

## Berichterstattung aus der Bundesversammlung\*

Entgegen der von vielen am Luftschutz irgend einer Weise interessierten Personen gehaltenen Erwartung hat die Septembersession der eidg. Räte weder in ziviler noch in militärischer Hinsicht eine Entscheidung gebracht. Eine grundsätzliche Entscheidung wird wohl auch noch von der Budgetberatung im Dezember nächsthin nicht zu erwarten sein. Hingegen ist, wie den Erklärungen von Herrn Bundesrat Kobelt zu entnehmen ist, eine Expertenkommision eingesetzt worden,

\*) Das eidg. Parlament wird sich in der Folge noch öfters mit Fragen des Luftschutzes befassen. Unter diesem Titel geben wir jeweils das Wesentliche wieder.

Red.

wie dies einem allgemeinen Brauch in der Schweiz entspricht.

Im *Ständerat* kamen die Luftschutzfragen gleich zu Anfang der Session zur Sprache, als der Vollmachtenbericht des Bundesrates behandelt wurde. Sie standen im Zusammenhang mit allgemeinen Bemerkungen über den möglichst baldigen Abbau von Kriegsmassnahmen (Ortswehr, Minenkammern, Befestigungen usw.). Es waren besonders die beiden konservativen Ständeräte *De Weck* (Freiburg) und *Schmuki* (St. Gallen), welche sich gegen die Rekrutierung weiblicher Luftschutzrekruten wandten. Herr *Schmuki*, der auch

schon früher dem Luftschutz nicht gerade sehr günstig gesinnt war, sprach sogar von einer Luftschutzhypertrophie.

Der *Nationalrat* konnte, da Herr Bundesrat Kobelt erkrankt war, erst in der zweiten Sessionswoche den Geschäftsbericht des Eidg. Militärdepartementes in Angriff nehmen, wobei in der Eintretensdebatte Luftschutzfragen und andere Probleme der Landesverteidigung vielfach gemeinsam behandelt wurden. In der Kritik handelte es sich nur um Einzelfragen; die Notwendigkeit des Luftschutzes wurde nicht grundsätzlich bestritten, und die Kritik war im allgemeinen bemüht, sachlich zu bleiben. Das zeigte sich schon zu Beginn an einer Kleinigkeit, die wir immerhin hier erwähnen möchten. Herr Dr. Giovanoli aus Bern (soz.) glaubte offenbar, einen Popularitäts Erfolg zu erlangen, als er, übrigens ganz zusammenhanglos, vom «Luftschutzgeneral» sprach, der endlich gegangen sei; wie den Presseberichten zu entnehmen war, reagierte überhaupt niemand auf diesen sogenannten «Witz».

Aus den Verhandlungen möge resümierend folgendes festgehalten werden:

Oberst Dr. Moine, ein freisinniger Berner Deputierter, befasste sich als erster eingehender mit dem Luftschutz. Er legte Wert darauf, im Augenblick, wo es bequem sei, am Luftschutz herumzunörgeln, die grossen Verdienste hervorzuheben, die Herrn Prof. von Waldkirch zukommen, der aus dem Nichts eine neue Organisation schuf. Niemand, oder doch fast niemand, habe die Notwendigkeit des Luftschutzes während der Dauer der Feindseligkeiten bestritten. Aber, fragt er, warum hat man diese Arbeit zunichte gemacht durch das Unverständnis von «Monsieur Lebureau»? Es ist menschlich, dass das Schweizer Volk nun freier atmen will. Da muss man aber erkennen, dass es schwer fallen wird, die Notwendigkeit zu beweisen, im Juli und August dieses Jahres noch junge Leute, und insbesondere junge Mädchen, für die Luftschutzformationen zu rekrutieren. Auch die Notwendigkeit, Instruktionskurse und Rekrutenschulen zu organisieren, kann nicht bewiesen werden. Es wäre daher klug gewesen, gleich nach dem Waffenstillstand, und sei es auch nur aus ökonomischen und finanziellen Rücksichten, die ganze Tätigkeit des Luftschutzes zu sistieren. (Herr Moine wendet sich übrigens auch gegen gewisse, ihm unzweckmässig erscheinende Ablösungsdienste in der Armee.)

Offizieller Charakter kommt den Ausführungen von Herrn Seematter, freisinnigem Regierungsrat des Kantons Bern, zu, da er *Kommisionsreferent* für den Abschnitt «Luftschutz» des Gesamtberichts des EMD war. Er erklärte u. a.: «Der Luftschutz ist im glücklicherweise nun beendeten Weltkrieg eingeführt worden (Herr Seematter übersah, dass der grundlegende Bundesbeschluss über den Luftschutz aus dem Jahre 1934 stammt) als Bestandteil der Landesverteidigung. Er konnte sich weder in der Organi-

sation noch in den Einrichtungen und in der Schulung der Luftschutztruppen auf genügende Erfahrung gründen. Unter solchen Umständen ist es erklärlich, wenn während dieser Einführungs- und Entwicklungsperiode der Kriegsjahre in manchen Luftschutzmassnahmen Fehler und Mängel zutage traten, die in Zukunft verhindert werden können und müssen. Mit der gewaltigen Entfaltung der Luftwaffe im totalen Krieg hat auch die Bedeutung des Luftschutzes zugenommen. Es ist keine Frage, dass er zum wichtigen Instrument der Landesverteidigung geworden ist. Die Auswertung der neuesten Kriegserfahrungen auf diesem Gebiet wird es ermöglichen, die zweckmässigen organisatorischen und technischen Änderungen in unserem Luftschutz vorzunehmen. Es wird auch nötig sein, ihn rechtzeitig in die Militärorganisation einzubauen. Bis zu dieser Neuordnung und im Hinblick auf das Kriegsende ist die Fortsetzung der Aus- und Weiterbildung der Luftschutztruppen und die Fortsetzung der Luftschutzbauten einzustellen.» Herr Seematter erwähnte dann, dass verschiedenen Wünschen, welche die Geschäftsprüfungskommission in bezug auf die Freigabe von Material usw. schon im Mai an das EMD richtete, bereits entsprochen worden sei. Die Kommission beantragt sodann, den Bericht des EMD zu genehmigen.

Herr Stähli (BGB), bernischer Landwirtschafts- und Forstdirektor, beantragt seinerseits die Freigabe des Holzes, das in die Schutträume eingebaut ist, da eine grosse Nachfrage nach Brennholz besteht.

Herr Bundesrat Kobelt, der Chef des EMD, gibt ohne weiteres in seiner Antwort zu, dass vieles an der Kritik berechtigt ist; sie war aber auch zum Teil masslos übertrieben. Er hat den Eindruck, dass sich der Luftschutz, wenn wir in den Krieg gekommen wären, in unserem Lande sicher bewährt hätte. Er erinnert dann daran, dass bereits am 8. Mai sämtliche im Aktivdienst gestandenen Luftschutzleute entlassen wurden, dass aber gerade wegen dieser allzu raschen Entlassung der Luftschutz zu den Demobilmachungsarbeiten nochmals für einen Tag aufgeboten werden musste. Ferner wurden am 8. Mai sämtliche Wiederholungskurse und Hausfeuerwehrkurse eingestellt und die meisten für den Rest des Jahres noch vorgesehenen Spezialkurse abgesagt, so auch auf seine direkte Veranlassung der für den 22. September angesetzte Zentralkurs für die Ausbildung der Kompaniekommandanten. Herr Bundesrat Kobelt habe ferner Weisung erteilt, dass die Vorschriften über die Entrümplung und die Hausfeuerwehren aufzuheben seien. Neue Luftschutzbauten sind seit dem 8. Mai nicht mehr in Angriff genommen worden; einige wenige, der Vollendung nahestehende Bauten, wurden noch fertig erstellt, andere dagegen, an denen erst begonnen wurde, eingestellt. Es wird heute und schon seit Wochen kein Sack Zement für irgendwelche Luftschutzbauten verwendet.

Sodann erklärt der Chef des EMD, dass er Weisung erteilt habe, die privaten Kellerräume wieder ihrer ursprünglichen Zweckbestimmung freizugeben und die Bewilligung zu erteilen, die Holzbauten zu entfernen. Es war aber bei den komplizierten Verhältnissen nicht möglich, Hals über Kopf eine Lösung zu treffen; denn an diese privaten Luftschutzkeller haben nicht bloss Bund und Hausbesitzer, sondern auch die Kantone, die Gemeinden und zum Teil auch die Mieter Beiträge geleistet. Nach den erteilten Weisungen soll der Eigentümer über das Holz grundsätzlich verfügen dürfen. Die Gemeinden sind aber berechtigt, die als Brennholz verwendete Holzmenge der Einbauten vom Brennholzanspruch des betreffenden Eigentümers abzuziehen. Auch soll der Eigentümer verpflichtet werden, dann, wenn der Mieter Beiträge geleistet hat, ihm einen Teil der Beiträge zurückzuerstatten oder ihm einen Anteil am Holz zukommen zu lassen.

In bezug auf die künftige Gestaltung führt Herr Kobelt aus: «Es stellt sich ferner auch die Frage, ob die Abteilung für Luftschutz als eine selbständige Abteilung des Militärdepartementes beibehalten werden soll oder nicht, ob sie allenfalls der Generalstabsabteilung zu unterstellen sei oder als Sektion dem Territorialdienst anzugegliedern wäre. Diese Frage wird gegenwärtig eingehend geprüft. Mit verschiedenen Fragen, die den Luftschutz betreffen, haben wir eine besondere Kommission betraut, bestehend aus Vertretern des Luftschutzes, des Generalstabes, der Flieger- und Flabtruppen, der kantonalen Militärdirektorenkonferenz und des Schweizerischen Städteverbandes. Aufgabe dieser Kommission ist es vor allem, zu prüfen, welche Sofortmassnahmen weiter zu ergreifen sind, und wie die Luftschutzorganisation in der Zukunft zu organisieren sei.»

Nachdem der Bericht vom Rat ohne Opposition genehmigt worden war, folgte an einer späteren Sitzung noch die Behandlung einer *Motion von*

Herrn Addor (freis.), dem Stadtpräsidenten von Lausanne, der zugleich Vorstandsmitglied des *Schweizerischen Städteverbandes* ist. Es handelte sich im Grunde genommen denn auch um eine Darlegung der Stellungnahme dieser für das öffentliche wirtschaftliche Leben bedeutenden Organisation, wie sie am Sonntag zuvor an der in Freiburg abgehaltenen Delegiertenversammlung von 97 Städten erfolgt war. Immerhin handelt es sich nicht um positive Forderungen, sondern um Anregungen, über die der Städteverband gerne diskutieren wird.

Die von Herrn Addor in Anbetracht der vorgenannten Debatte ganz kurz begründeten Thesen lassen sich wie folgt wiedergeben:

1. Die Luftschutztruppe ist in die Armee einzugliedern ohne dass den Gemeinden weitere Leistungen für Luftschutzzwecke überbunden werden dürfen.

2. Anschaffung, Lagerung und Unterhalt des Korpsmaterials gehen zu Lasten des Bundes. Für von den Gemeinden zur Verfügung gestellte Lagerräume werden sie entschädigt.

3. Bau und Unterhalt von Bereitschaftsräumen, Kommandoposten, Sanitätshilfsstellen und anderer von den Luftschutztruppen benötigten permanenten Einrichtungen gehen zu Lasten des Bundes.

4. Der Verkehr zwischen den Organen des Bundes und den Gemeinden erfolgt über die Kantone. Die Gemeinden bezeichnen wenn nötig eine Gemeinde-luftschutzstelle. An deren Kosten leistet der Bund einen angemessenen Beitrag.

Es folgen noch einige Uebergangsbestimmungen, die durch die vom Bundesrat bereits erlassenen oder in Aussicht gestellten Verfügungen gegenstandslos geworden sind.

In der Beantwortung der Motion sicherte Herr Bundesrat Kobelt, gemäss den Ausführungen über die Bildung einer besondern Kommission, die wohlwollende Prüfung der Motion, von der die Thesen nicht Bestandteil sind, zu, womit die Luftschutzdebatte in der Bundesversammlung wieder einmal abgeschlossen werden konnte.

*Lt. Eichenberger.*

## Compte rendu des débats des Chambres fédérales<sup>\*)</sup>

Ceux qui s'attendaient à ce que quelque clarté jaillît des débats d'automne des Chambres fédérales sur le sort de la Protection antiaérienne, ont dû être déçus. Il est vrai que la discussion du rapport de gestion du Département militaire fédéral donnait l'occasion de s'occuper aussi de la P. A., mais plutôt dans le sens restrictif. Reconnaissions tout de même qu'en général, la critique fut objective, beaucoup plus que celle qu'on pouvait lire dans un grand nombre de quotidiens de tous les partis.

) Sous cette rubrique, nous tiendrons nos lecteurs au courant des débats des Chambres fédérales sur les questions de protection antiaérienne.

*Réd.*

Au *Conseil des Etats*, MM. de Weck, de Fribourg, et Schmuki, de Saint-Gall, réclamaient impérieusement une forte diminution des charges militaires, surtout de celles concernant les Gardes locales et les organismes de la Défense antiaérienne.

Au *Conseil national*, le débat fut plus ample. Notons l'intervention de M. Moine, député radical bernois et colonel, qui déclara entre autre: «Il est bon que l'on reconnaisse aussi, au moment où de tous côtés on crie «Haro sur le baudet», il est bon que l'on reconnaise l'effort fait en quelques années par le service de la protection antiaérienne et singulièrement par le professeur von Waldkirch,

pour mettre sur pied et pour sortir du néant une organisation nouvelle. Nul ou presque nul n'a contesté la nécessité du service de protection aérienne durant les hostilités. Mais pourquoi faut-il que, dans l'espace de quelques semaines, un labeur si grand soit annihilé par l'incompréhension de ceux que le président de la Confédération appelait pittoresquement, la semaine dernière, au Conseil des Etats, d'un terme collectif: «Monsieur Lebureau»? Il est humain que notre peuple, après avoir gravi une pente pénible, ressente le besoin, sauf tâches urgentes, de respirer légèrement. Or, il faut reconnaître qu'il est difficile de démontrer l'urgence du recrutement de jeunes gens, surtout de jeunes filles, en juillet et en août 1945 pour les formations de la protection antiaérienne... Il eût été fort sage, dès l'armistice, ne serait-ce que pour des raisons d'ordre économique et financier, de suspendre l'activité de ce service. Je souhaite que cela soit ordonné au plus vite.»

Le rapporteur sur le chapitre relatif à la P. A., M. Seematter (rad.), relève que des fautes ont été commises, mais qu'elles sont dues au fait que toute l'organisation était à créer pendant la guerre et que ces fautes peuvent et doivent disparaître à l'avenir. Il n'y a cependant pas de doute que la P. A. est devenue une *partie importante de la défense militaire nationale*. Les expériences faites permettront de procéder aux changements qui s'imposent dans l'organisation et la technique. Il sera également nécessaire d'*incorporer la P. A. dans l'Organisation militaire*. Jusqu'à ce moment-là et vu la fin des hostilités, l'instruction de la troupe et la construction d'objets servant à la P. A. doivent être suspendues.

M. Stähli (paysans et artisans), directeur de l'agriculture du canton de Berne, demande qu'on rende à la consommation le bois employé dans les abris, attendu que le bois de chauffage se fait rare.

M. le chef du Département militaire est d'accord que certaines mesures prises prêtent à la critique, mais il faut aussi dire, ajoute-t-il, que *mainte critique a été manifestement exagérée*. M. Kobelt a l'impression que la P. A. aurait rempli entièrement son devoir en cas de guerre. Il rappelle ensuite que les troupes de P. A. ont été licenciées aussitôt après le 9 mai, mais que ce licenciement quelque peu précipité a rendu nécessaire la convocation pour une journée de dé-mobilisation. Il indique aussi que les cours pour

le service du feu par immeuble et beaucoup de cours destinés à la troupe ont été supprimés, ainsi que tous les cours de répétition. Le chef du Département militaire a donné des ordres pour la suppression des prescriptions concernant le service du feu par immeuble et le déblaiement des combles. Depuis plusieurs semaines plus un seul sac de ciment n'a été employé pour des travaux de protection antiaérienne. En ce qui concerne le bois des abris, le Conseil fédéral est d'accord de le rendre à la libre disposition des propriétaires, mais cette question présente des difficultés d'ordre juridique, vu que non seulement la Confédération et les propriétaires d'immeubles, mais aussi les cantons et les communes et souvent même les locataires ont contribué aux frais de construction des abris.

Quant à la *forme de l'organisation future* de la P. A., M. Kobelt déclare qu'il faut examiner la question de savoir si le Service fédéral de P. A. restera une branche autonome du Département militaire ou s'il faut l'englober éventuellement dans le service de l'état-major général ou le transformer en une section du service territorial. Une série de questions touchant à la P. A. sera examiné par une commission d'experts composée de représentants du service de P. A., de l'état-major, des troupes d'aviation et de D. C. A., de la conférence des directeurs militaires cantonaux et de l'Union des villes suisses.

Vu le vaste débat antérieur et surtout les déclarations de M. le chef du Département militaire fédéral, M. Addor (rad.), syndic de la ville de Lausanne, peut se borner à une courte intervention. Les lecteurs de la *Protar* se souviennent sans doute que M. Addor avait déposé une motion demandant un rapport circonstancié sur la P. A. Entre temps, c'est-à-dire le dimanche précédent la discussion du rapport de gestion, soit le 23 septembre passé, les délégués de l'Union des villes suisses, représentant 97 communes, avaient tenu leurs assises à Fribourg. Le comité, dont M. Addor fait partie, avait soumis à l'assemblée quelques thèses, dont M. Addor donne connaissance au Conseil national. Il ne s'agit pas de propositions fixes, mais plutôt de suggestions qui peuvent servir de base à la discussion. C'est pourquoi M. Kobelt peut accepter la motion qui rallie aussi le Conseil national.

Lt. Eichenberger.

## Conséquences de guerre

Par L.-M. Sandoz, Dr ès sciences

### Sous-alimentation, standard de vie et tuberculose

(Fin)

#### Notes de thérapeutique.

Sans nous réclamer de compétence que nous ne possédons pas, il peut être utile de savoir ce que l'on envisage actuellement dans le domaine du traitement antibacillaire, au titre d'information. En

premier lieu la *cure hygiéno-diététique* s'impose au Corps médical. Par le repos, la fatigue disparaît, le poids augmente, l'apyraxie est plus rapidement obtenue. Les auteurs consultés s'accordent pour reconnaître au climat une action fondamen-